

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/COM/3

21 juillet 1995

(95-2102)

Original: anglais

JAPON-ETATS-UNIS: QUESTIONS CONCERNANT LES AUTOMOBILES ET PIECES D'AUTOMOBILES

Déclaration faite par le Japon à la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995

1. A l'issue des entretiens entre le Japon et les Etats-Unis sur les questions de fond concernant les automobiles et pièces d'automobiles, le 28 juin, le gouvernement du Japon a fait, à la réunion que le Conseil du commerce des marchandises a tenue le 3 juillet, une brève déclaration sur le résultat des consultations. Dans un souci de transparence et en réponse aux demandes qui ont été faites, nous souhaitons donner aujourd'hui un complément d'information à ce sujet. Nous répondrons à toutes les questions ou observations des Membres, et nous sommes sûrs que le gouvernement des Etats-Unis fera de même.

Le résultat auquel le Japon et les Etats-Unis sont arrivés le 28 juin se compose de trois éléments: la conclusion des consultations sur les automobiles et les parties d'automobiles dans le cadre des entretiens bilatéraux, deux séries d'annonces communes, faites en dehors du cadre des entretiens bilatéraux, et le communiqué de presse conjoint sur la politique de concurrence.

2. La conclusion des entretiens bilatéraux se traduit par des mesures devant être prises par les gouvernements du Japon et des Etats-Unis dans le secteur des automobiles et pièces d'automobiles. Les mesures prévues sont les suivantes:

- 1) mesures concernant l'accès des véhicules étrangers au marché japonais;
- 2) mesures concernant les possibilités d'achat de pièces étrangères;
- 3) mesures concernant la réforme de la réglementation dans le secteur des automobiles et pièces d'automobiles;
- 4) évaluation de la mise en oeuvre des mesures et des résultats des consultations.

Le gouvernement du Japon souhaite réaffirmer que ces mesures seront appliquées aux pays tiers sur une base NPF.

- 1) Mesures visant à encourager les importations et à faciliter l'accès des véhicules étrangers au marché japonais

Dans ce domaine, les mesures ont pour objet d'assurer que les concessionnaires japonais pourront vendre librement des véhicules automobiles étrangers concurrents, de faciliter les contrats entre constructeurs étrangers et concessionnaires japonais et d'encourager les constructeurs étrangers à chercher des débouchés au Japon. Les éléments convenus sont les suivants:

- a) Le gouvernement du Japon accueille avec satisfaction et approuve les avis publiés par les associations professionnelles, dont la Japan Automobile Manufacturers Association

(JAMA), ainsi que par différents constructeurs, et informera les concessionnaires japonais qu'ils sont libres de vendre des véhicules automobiles concurrents.

- b) Les deux gouvernements vont désigner un agent de liaison officiel, et ils se félicitent de ce que chaque constructeur japonais et chaque constructeur des Etats-Unis ait désigné son propre agent de liaison.
- c) Le gouvernement du Japon financera les activités de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO), par exemple l'organisation d'expositions de véhicules automobiles étrangers, et financera également l'importation de véhicules automobiles étrangers.
- d) Le gouvernement des Etats-Unis soutiendra les efforts des constructeurs d'automobiles américains en vue d'accroître leurs exportations à destination du Japon, ainsi que les efforts que ces constructeurs déploient pour devenir plus compétitifs.

2) Mesures visant à accroître les possibilités d'achat de pièces étrangères

Dans ce domaine, les mesures ont pour objet d'offrir aux constructeurs japonais davantage de possibilités d'acheter des pièces d'automobiles étrangères au Japon et par l'intermédiaire de leurs unités implantées à l'étranger. Les éléments convenus sont les suivants:

- a) Le gouvernement du Japon soutiendra les activités des constructeurs d'automobiles japonais en vue de faciliter les relations entre ceux-ci et les fournisseurs étrangers de pièces d'automobiles.
- b) Le gouvernement du Japon financera les activités de la JETRO, par exemple l'organisation d'expositions de pièces d'automobiles étrangères, et financera également l'importation de pièces d'automobiles étrangères.
- c) Le gouvernement des Etats-Unis soutiendra les efforts des fournisseurs américains de pièces d'automobiles en vue d'accroître leurs ventes aux constructeurs d'automobiles japonais et aux constructeurs d'automobiles japonais implantés à l'étranger, ainsi que les efforts que ces fournisseurs déploient pour devenir plus compétitifs.

3. Mesures de déréglementation devant être prises par le gouvernement du Japon dans le secteur des automobiles et pièces d'automobiles

Dans ce domaine, les mesures ont pour objet d'améliorer l'accès des fournisseurs étrangers de pièces compétitifs au marché après-vente des pièces au Japon, tout en maintenant des normes de sécurité et des normes écologiques appropriées. Les éléments convenus sont les suivants:

- a) Déréglementation en ce qui concerne les prescriptions en matière de dépose (diminution du nombre des prescriptions concernant les pièces dites essentielles).
- b) Déréglementation en ce qui concerne les concessionnaires et agents agréés.
- c) Déréglementation en ce qui concerne les prescriptions en matière d'inspection après modification des véhicules.
- d) Notification des changements réglementaires et lancement d'une campagne visant à souligner le traitement non discriminatoire des pièces d'automobiles étrangères.

- e) Mise en oeuvre du programme d'amélioration de l'accès au marché après-vente.
- 4) L'évaluation de la mise en oeuvre des mesures susmentionnées et l'évaluation des progrès réalisés seront fondées sur un examen global des critères qualitatifs et quantitatifs ("critères objectifs"), aux fins duquel les deux gouvernements tiendront des consultations annuelles. Les critères objectifs, qui ne sont absolument pas des objectifs chiffrés engageant l'avenir mais qui doivent permettre d'évaluer les progrès réalisés, sont les suivants:
- modification du nombre et de la valeur des nouveaux véhicules étrangers vendus au Japon;
 - modification de la valeur des pièces d'automobiles étrangères importées au Japon;
 - efforts déployés par les constructeurs étrangers pour offrir des produits compétitifs;
 - conditions du marché, y compris les taux de change.

3. J'en viens maintenant aux deux séries d'annonces communes concernant le réseau de concessionnaires et les automobiles et pièces d'automobiles. Ces annonces communes ont été faites en dehors du cadre des entretiens bilatéraux. Je vais également présenter le communiqué de presse conjoint sur la politique de concurrence.

1) Réseau de concessionnaires

Il y a deux annonces communes concernant le réseau de concessionnaires.

- a) Dans la première annonce, les deux gouvernements prennent note des faits survenus: les constructeurs d'automobiles américains ont annoncé qu'ils poursuivraient leurs efforts, par exemple en introduisant une série de nouveaux modèles avec conduite à droite afin d'accroître leur présence sur le marché japonais, et la Japan Automobile Manufacturers Association a annoncé qu'elle allait procéder à une enquête auprès de ses membres en vue de déterminer quels sont les concessionnaires qui ont l'intention ou qui souhaitent vendre des véhicules étrangers.
- b) Dans la deuxième annonce, le gouvernement des Etats-Unis indique qu'il prévoit que la mise en oeuvre des mesures convenues, associée à l'intensification des efforts des constructeurs d'automobiles américains, se traduira par une augmentation du nombre d'accords de franchise directe entre les constructeurs américains et les concessionnaires japonais, ce qui devrait permettre d'augmenter le nombre de points de vente. Pour sa part, le gouvernement du Japon a annoncé qu'il n'avait rien à voir avec ces prévisions car il n'appartenait pas à un gouvernement d'en établir, et que celles-ci émanaient du seul gouvernement des Etats-Unis.

2) Automobiles et pièces d'automobiles

Il y a aussi deux annonces communes concernant les automobiles et pièces d'automobiles.

- a) Dans la première annonce,
 - i) Le gouvernement du Japon définit quatre principes directeurs concernant l'action du secteur privé dans l'industrie automobile: internationalisation, implantation d'activités, coopération industrielle et transparence. Ces principes directeurs ont été approuvés par le gouvernement des Etats-Unis.

- ii) Les deux gouvernements accueillent avec satisfaction les programmes annoncés par les constructeurs d'automobiles japonais en vue d'accroître la production à l'étranger, acheter des pièces fabriquées à l'étranger, accroître les achats de pièces étrangères compétitives à l'échelle mondiale et assurer la transparence de ces achats. Les deux gouvernements notent également avec satisfaction la déclaration faite par les constructeurs d'automobiles américains dans laquelle ceux-ci exposent leurs programmes et leur intention d'accroître leur présence sur le marché japonais en y offrant des produits, des prix et des services compétitifs.

Dans le même temps, les deux gouvernements reconnaissent ce qui suit:

- i) les programmes annoncés récemment par les constructeurs américains ou japonais ne constituent pas des engagements;
 - ii) ces programmes ne sont pas soumis aux législations des deux pays en matière de recours commerciaux; et
 - iii) des modifications des conditions du marché peuvent affecter la réalisation de ces programmes.
- b) Dans la deuxième annonce commune, le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales présente des estimations concernant l'augmentation des achats de pièces américaines et l'accroissement de la production de véhicules aux Etats-Unis; ces estimations sont fondées sur les programmes des constructeurs. Pour sa part, le gouvernement du Japon a annoncé qu'il n'avait rien à voir avec ces estimations car il n'appartenait pas à un gouvernement d'en établir, et que celles-ci émanaient du seul Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales.

3. Communiqué de presse conjoint sur la politique de concurrence

Dans ce communiqué,

- a) Le Ministre Hashimoto et l'Ambassadeur Kantor déclarent qu'une politique de concurrence ferme et des mesures destinées à assurer des conditions d'accès aux marchés et de concurrence loyales dans tous les secteurs industriels, y compris celui de l'automobile, sont importantes pour le Japon.
- b) Le Ministre Hashimoto confirme que le gouvernement du Japon entend chercher à renforcer sa Commission des pratiques commerciales loyales du point de vue de la structure et de la dotation en personnel, sous réserve, le cas échéant, de l'approbation de la Diète.

Le gouvernement du Japon se félicite du résultat des entretiens, qui ne comportent pas d'objectifs chiffrés. Ceux-ci ont constitué le plus gros obstacle pendant le processus de consultation, et leur absence confirme ce que pense le Japon, à savoir que les objectifs chiffrés ne relèvent pas du rôle et des attributions d'un gouvernement.

4. Le Japon estime que le fait qu'un différend commercial aussi grave a pu être réglé en conformité avec les règles énoncées dans l'Accord sur l'OMC représente une victoire pour l'Organisation nouvellement créée. Il juge important que les entretiens aient eu lieu à Genève, qui symbolise le système

multilatéral de libre-échange. Permettez-moi d'exprimer au nom de mes autorités la gratitude du Japon envers l'OMC et envers un certain nombre de ses Membres, qui ont fait preuve de compréhension à l'égard de sa volonté de voir régler ce différend conformément aux règles internationales.

5. Le gouvernement du Japon espère que cette conclusion permettra de multiplier les possibilités pour les partenaires commerciaux d'exporter vers le marché japonais. Je voudrais en outre réaffirmer la volonté de mes autorités de contribuer au développement du commerce mondial par la déréglementation et l'amélioration de l'accès aux marchés, tout en respectant, avec les autres Membres de l'OMC, les règles internationales, en particulier celles de l'Accord sur l'OMC.